

Permettez-moi de vous souhaiter la bienvenue et de vous remercier chaleureusement d'être venus nombreux participer à cette cérémonie des vœux et de montrer, par votre présence, votre attachement à notre commune et à son action au service des caudaciennes et des caudaciens.

A l'occasion de cette nouvelle année, au nom du Conseil Municipal et en mon nom personnel, je vous présente mes meilleurs vœux de santé, de réussite et de bonheur auprès de celles et ceux qui vous sont chers.

Je veux ce soir exprimer, au nom de tous, notre solidarité avec le peuple d'Haïti qui vit un drame épouvantable. Ce pays, un des plus pauvres du monde, victime d'un cataclysme ravageur a besoin du soutien actif de la communauté internationale. Pour sa part, notre ville y contribuera dès demain.

A l'aube de cette nouvelle année, je forme le vœu de plus d'humanité, de plus de fraternité, de plus de respect de la personne dans le traitement des difficiles problèmes que vit notre société.

Et parmi ceux-ci, permettez moi d'espérer des pouvoirs publics la régularisation des sans papiers qui sont des femmes et des hommes qui habitent, travaillent, paient des impôts depuis des années dans notre pays et qui vivent dans la peur, l'exploitation et l'humiliation. Notre pays, patrie des Droits de l'Homme, s'honorerait à donner une issue positive à ce douloureux problème.

L'année qui vient de s'écouler a été une année difficile. La crise a touché de nombreux travailleurs et les collectivités locales n'ont pas été épargnées.

Le pouvoir d'achat des couches populaires et des classes moyennes régresse.

Les inégalités sociales ne cessent de se creuser.

Le chômage a progressé de 22 %. La politique de réduction de la dépense publique a continué d'affaiblir les services publics.

Le droit à la santé coûte toujours plus cher. Les réformes de la taxe professionnelle et des collectivités locales annoncent une centralisation étatique au détriment des libertés communales, départementales et régionales.

Dans ce contexte, **on accuse** les collectivités locales d'être à l'origine de la dette de l'état qui s'élève à 1.430 milliards euros.

Mais savez-vous qu'elles n'y contribuent qu'à hauteur de 10 % seulement !

Contrairement à l'Etat, leurs budgets doivent être votés obligatoirement en équilibre.

Tout manquement à cette règle entraîne un veto du contrôle de légalité.

Alors pourquoi cette accusation trompeuse ?

On accuse les élus des collectivités locales d'être trop nombreux et de coûter cher, d'être trop dépensiers.

Mais savez-vous que les hommes et les femmes élus par leurs concitoyens sont pour la plupart bénévoles, qu'ils consacrent du temps sur leur vie personnelle pour offrir les meilleures conditions de vie aux habitants de leur commune.

Savez-vous que les indemnités des élus représentent à peine 0,5 % du budget !

Savez-vous que c'est à l'écoute des besoins des habitants que vos élus mobilisent des financements pour réaliser des équipements attendus et utiles à la vie de la collectivité !

Alors pourquoi ce dénigrement injustifié sur le dévouement et l'utilité des élus ?

Certains chercheraient-ils à remettre en cause les droits et les libertés des communes, départements et régions acquises en 1982 par les lois de décentralisation ?

J'en ai la certitude.

Les réformes qui sont en cours au Parlement le prouvent.

Mais j'ai aussi la conviction de la modernité des lois de décentralisation qui transfère des compétences et des ressources au plus près des territoires où vivent celles et ceux qui élisent démocratiquement leurs représentants.

Et c'est la raison éminemment républicaine pour laquelle **je n'accepte pas** avec une majorité de maires et de Présidents de Conseils Généraux et Régionaux, les réformes proposées aujourd'hui.

La décentralisation c'est rendre à l'action publique toute son efficacité, c'est le développement des services publics de proximité, c'est un contrôle réel des citoyens sur l'action des élus. **Et cela, il faut le défendre !**

Les nombreux épisodes législatifs de ces dernières semaines et de ceux qui viennent, vont dans le sens d'une remise en cause de ces principes qui contribuent au fondement de notre République :

. Avec la suppression de la Taxe Professionnelle, c'est moins d'autonomie financière et moins de liberté de choix.

- . Avec la remise en cause de la compétence générale, c'est moins de possibilité de répondre aux besoins des habitants.
- . Avec la création de conseillers territoriaux, c'est moins d'élus proches des habitants et surtout des élus absorbés par les orientations venues d'en haut.

Je souhaite, dans l'intérêt de notre commune et de ses habitants, un autre avenir que celui de la soumission au pouvoir central bien souvent sourd aux préoccupations des populations en attente de reconnaissance justifiée.

Pour notre part, nous resterons à l'écoute des habitants. Nous mobiliserons tous les moyens utiles à la réalisation de nos projets communs pour le « vivre ensemble » à La Queue en Brie.

C'est dans ce sens que s'est engagé le travail de l'équipe municipale depuis son élection.

En matière de développement économique, nous travaillons avec la Communauté d'Agglomération à la réalisation de la zone d'activités Notre Dame qui s'étend sur une vingtaine d'hectares. **2010 devrait être** une année décisive avec la désignation d'un aménageur et la poursuite des acquisitions foncières.

Dans le domaine de l'emploi, toujours, et celui des jeunes de 16/25 ans, notre participation à la Mission Locale des Portes de la Brie, nous permet de mettre en contact avec des employeurs ou en formation, des dizaines de jeunes dans le cadre de parcours d'insertion à la vie professionnelle.

Avec l'emploi, l'accès au logement des jeunes et des familles demeure une de nos préoccupations. Ainsi, l'aménagement en cours d'un nouveau quartier, rue de l'Avenir, va offrir un habitat diversifié avec de l'accession à la propriété et de l'habitat social à des prix accessibles.

Dans le même temps, l'amélioration des transports en commun a connu une nouvelle avancée à l'initiative de nos sollicitations permanentes auprès des autorités organisatrices des transports.

La nouvelle ligne 207 RATP créée en 2007 est renforcée aux heures de pointe, ce qui signifie une meilleure desserte de notre commune au RER E et A.

La fin de l'année 2009 aura été marquée par la signature d'un contrat avec la région Ile de France qui va nous permettre sur 3 années de terminer -avec une subvention de 35 %- notre programme de rénovation des équipements sportifs et scolaires conçu dans la concertation avec le mouvement sportif et la communauté scolaire. Il s'agit du gymnase P. de Coubertin, du Stade Léo Lagrange, des écoles Kergomard et Pasteur.

Dans le domaine de l'environnement, la signature de la charte forestière de l'Arc Boisé a engagé la Municipalité dans une démarche de préservation de cet ensemble forestier fortement fréquenté par les habitants de la commune qui arpentent avec plaisir les cheminements de la forêt Notre Dame.

D'autres projets verront le jour dans les prochains mois avec le réaménagement de la Fontaine dans l'allée qui porte son nom et avec le changement du mobilier urbain.

Nous poursuivons l'informatisation de nos services pour en faciliter l'accès aux usagers en particulier les familles qui utilisent les services liés à la petite enfance et à l'enfance.

Enfin, j'ai bon espoir que la Communauté d'Agglomération engagera cette année les travaux d'aménagement des bassins du Bois des Friches dans le cadre de son plan de lutte contre les inondations du Morbras, ainsi que les travaux de rénovation de la voie Pompidou qui est une entrée de ville ou la rue du Maine dans le quartier des Marnières.

Tout ceci nous le faisons dans des contraintes budgétaires de plus en plus fortes dont les réformes en cours et annoncées nous font craindre le pire.

Est-ce que j'exagère en disant cela ? Prenons les conséquences de l'abandon probable de la compétence générale du Conseil général et du Conseil régional. Cela veut dire pour notre commune 300.000 € de moins pour le fonctionnement des crèches (1/3 du budget), une réduction des subventions aux associations, plus de subvention régionale à hauteur de 35 % pour accompagner le financement de la rénovation de nos équipements publics.

Comment ferions-nous sans le soutien utile et efficace du Département et de la Région pour contribuer au mieux vivre à La Queue en Brie ?

C'est pour tenter de mettre en échec ses prévisions pessimistes que je me suis associé avec la majorité municipale à l'initiative du Conseil général et de son Président Christian Favier, à la campagne de pétition « le Val de Marne on y tient » qui débouchera le 26 janvier sur une délégation chez le Premier Ministre.

Comme vous le constatez, l'équipe municipale exerce tout à la fois une extrême vigilance sur tous les projets gouvernementaux qui concernent les collectivités locales et les services publics et en même temps se mobilise pour améliorer au quotidien la vie des caudaciennes et des caudaciens.

Notre ville n'est pas un îlot imperméable à ce qui se passe dans notre pays. Il est donc de notre devoir d'élus d'informer les habitants, de prendre position et d'animer le débat et l'action.

C'est le b à ba de la démocratie et il est regrettable que certains nous le reprochent.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, avant de terminer, je voudrais saluer toutes celles et tous ceux qui participent à la vie locale et qui contribuent à la qualité du « Vivre Ensemble ».

Je pense aux associations et à leurs animateurs bénévoles, aux enseignants des écoles primaires, aux commerçants et artisans, aux professions libérales, aux entreprises caudaciennes, à celles qui travaillent pour la ville.

Tous nos vœux également aux corps constitués, aux services des transports en commun, de santé, d'éducation, de sécurité et de justice qui œuvrent sur la ville pour le bien être de ses habitants.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, avant de vous convier à partager le verre de l'amitié, permettez-moi de vous renouveler tous mes vœux de santé, de paix et de réussite pour cette nouvelle année.

Le 15 janvier 2010